



Conférence du 3 avril 2012

**FRANÇOIS PINET, TOURANGEAU
LA ROSE D'AMOUR (1819-1897),
UN COMPAGNON CORDONNIER
DEVENU UN GRAND INDUSTRIEL**

par Xavier Gille

Xavier Gille est né en 1949 à Paris. Après un doctorat de physique à l'Université de Paris-VII, il accomplit une carrière dans l'industrie chimique à partir de 1975, aux USA et en France, et y exerce des fonctions commerciales au plan international jusqu'à sa retraite en 2009. Établi en Touraine, il s'est intéressé à la personnalité de son ascendant François Pinet et, au terme de recherches approfondies, il a publié sa biographie en 2011 sous le titre *François Pinet, Tourangeau la Rose d'Amour, bottier des élégantes (1817-1897)*, aux Éditions Hugues de Chivré, à Chemillé-sur-Indrois (Indre-et-Loire).



FRANÇOIS PINET, *TOURANGEAU LA ROSE D'AMOUR* (1817-1897), UN COMPAGNON CORDONNIER DEVENU UN GRAND INDUSTRIEL

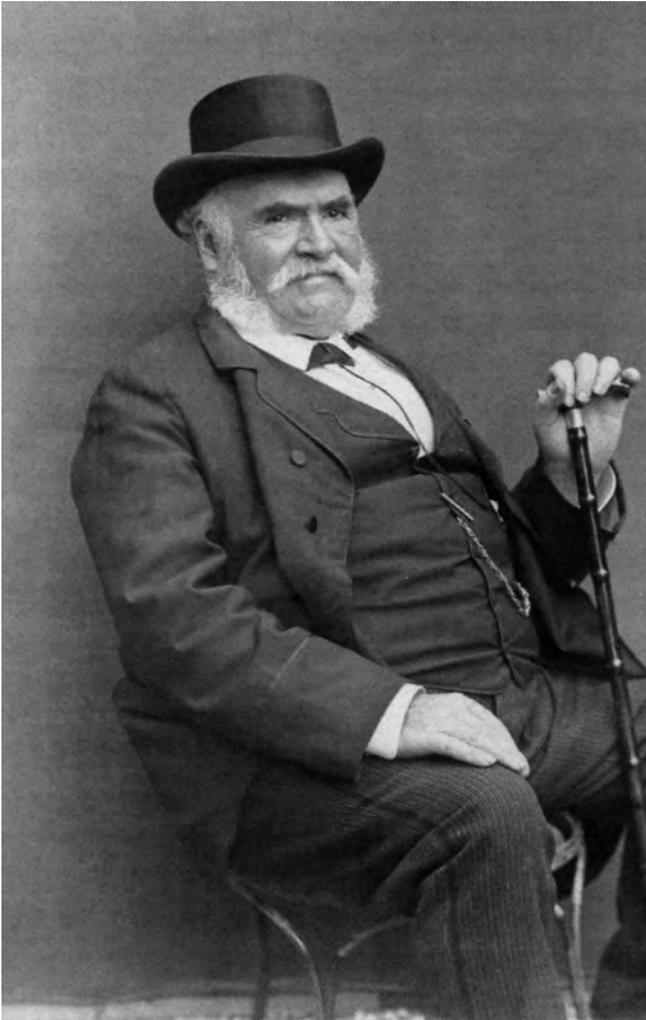
La jeunesse

François Pinet est né à Château-la-Vallière, en Touraine, le 19 juillet 1817. Sur son acte de naissance, la signature de son père est celle d'une personne pratiquement illettrée.

Les premières traces de la famille Pinet ont été trouvées à Tours au milieu du XVII^e siècle. On y découvre un premier François, fils d'un Sébastien qui était boulanger. À la suite de circonstances non élucidées la famille quitte Tours. On la retrouve en 1711 à Sonzay, puis à Château-la-Vallière, à partir de 1746. Six François se succèdent jusqu'à celui qui nous intéresse. Les quatre premiers sont boulangers ou menuisiers.

Du côté de la grand-mère paternelle de François, on trouve des familles originaires du Lude (Sarthe) et de Meigné (Maine-et-Loire). Du côté de Jeanne Chevergne, sa mère, ce sont encore des familles de la Sarthe avec des charbonniers, des agriculteurs et des affineurs aux forges. Rappelons qu'une forge a fonctionné à Château-la-Vallière de 1640 à la Révolution. Cette activité a contribué à l'extension de la ville qui ne comptait auparavant que des paysans et des artisans.

Le grand-père de François, François IV, tenait une boulangerie sur la place du marché à Château-la-Vallière. Il meurt prématurément, à 45 ans, en 1792. Sa veuve, Françoise Galland, ne peut pas conserver la boulangerie et fait face à une situation difficile. Le père de François, François V, n'a que trois ans à la mort de son père. Sa mère n'a pas les moyens de l'envoyer à l'école, aussi est-il placé en apprentissage chez un cordonnier. Elle meurt en 1805, alors qu'il a 16 ans.



François Pinet (1817-1897), in :
Xavier Gille : *François Pinet, bottier des élégantes* (2011), p. 5.

François V est conscrit en 1809, voire dès 1808, et participe probablement à la campagne d'Autriche. Démobilisé, il revient en Touraine, vraisemblablement chez le cordonnier Bruant, à Saint-Christophe-sur-le-Nais. Il épouse en effet sa fille en 1812, mais elle meurt huit mois après. Rappelé sous les drapeaux, il participe comme tirailleur à la campagne de France, jusqu'à l'abdication de Napoléon en avril 1814. Il reçoit son congé de réforme le 6 juillet suivant.

Il se remarie à Château-la-Vallière le 7 juin 1815 avec Jeanne Chevergne, lingère illettrée, âgée de 19 ans. Ils ont d'abord une fille, Joséphine, en 1816, puis notre François en 1817, un autre garçon en 1819 et une fille en 1825. Les deux derniers meurent en bas âge. Entre temps, en 1820, François père a trouvé un emploi de garde dans la propriété d'un Anglais, M. Holland au château du Vivier des Landes à Mazières-de-Touraine, au nord de Langeais. Son épouse travaille avec lui. Ce château existe toujours. Il a été transformé en hôtel-golf. Les conditions de vie de la famille s'améliorent et les enfants peuvent aller à l'école. Mais l'amélioration est de courte durée. La mère de François meurt en 1827 et son père doit reprendre son métier de cordonnier. Il se remarie en 1830, mais meurt trois mois après.

Notre François n'a pas encore 13 ans. Lui et sa sœur aînée, Hortense, n'ont plus que deux tantes qui n'ont ni les moyens ni l'envie de s'occuper des deux orphelins. François est donc placé chez un cordonnier du voisinage. Il doit subir les mauvais traitements de la femme de son employeur. Il apprend son métier à la dure. Ce régime va durer un peu plus de trois ans !

Le compagnon

À seize ans, le 9 septembre 1833, avec 12, 65 francs en poche, François quitte Château-la-Vallière pour Tours où il va frapper à la porte des compagnons. Il racontera plus tard que c'est pour honorer la promesse faite à son père sur son lit de mort. Celui-ci aurait été l'un des premiers compagnons initiés peu après la renaissance du compagnonnage des cordonniers en 1808. En effet, le compagnonnage des cordonniers était apparu au XV^e siècle, mais il était tombé en sommeil au XVIII^e. Il n'y avait plus de réception. En 1808, un ancien compagnon tanneur-corroyeur initie « illégalement » trois ouvriers cordonniers à Angoulême. De ce fait, les autres sociétés ne reconnaissent pas les cordonniers, ce qui va entraîner des conflits, plus ou moins violents, pendant plusieurs dizaines d'années.

Entre 1808 et 1833, le compagnonnage des compagnons cordonniers-bottiers du Devoir se développe très rapidement malgré l'absence



de reconnaissance des autres sociétés. Les CC. C.-B. D.D. connaissent en outre deux scissions qui trouvent leur origine dans des révoltes d'aspirants : en 1811, se créent les Sociétaires cordonniers et en 1827 la société des Indépendants.

François trouve un premier travail à 5 francs par semaine. En 1833 la cordonnerie est presque entièrement artisanale et s'adresse à un marché local. Les premières sociétés exportatrices sont apparues au début de la Restauration. La France compte 34 millions d'habitants, dont 20 millions portent de chaussures et 7 millions des sabots tandis que le reste va nu pieds.

En juillet 1834, François part pour Nantes, à pied sans doute. Il y trouve un emploi, dit « plan de bottes » (déjà sans doute pour femmes) à 6 francs par semaine. Il assure la fabrication complète, d'abord la coupe, puis la partie chaussure et enfin la partie botte. Il faut environ 2 à 3 jours pour réaliser une paire. En juillet 1835, il part pour Bourbon-Vendée (La Roche-sur-Yon).

En juillet 1836, il est aspirant depuis 3 ans. Il revient à Nantes pour être reçu compagnon. Chez les cordonniers-bottiers du Devoir, les réceptions se font à la Saint-Crépin, (25 octobre), à Noël, à Pâques ou à l'Assomption. La réception de François a lieu le 15 août en même temps que celle de Pierre Clergue, de Haute-Garonne, et d'un dénommé Vincent, du Languedoc. À cette occasion, chacun d'eux doit verser 30 francs. La cérémonie de réception a été décrite en détail dans *Le secret des Compagnons Cordonniers dévoilé* publié en 1858. Elle passe par un certain nombre d'« épreuves », à caractère symbolique, et se termine au petit jour par un banquet.

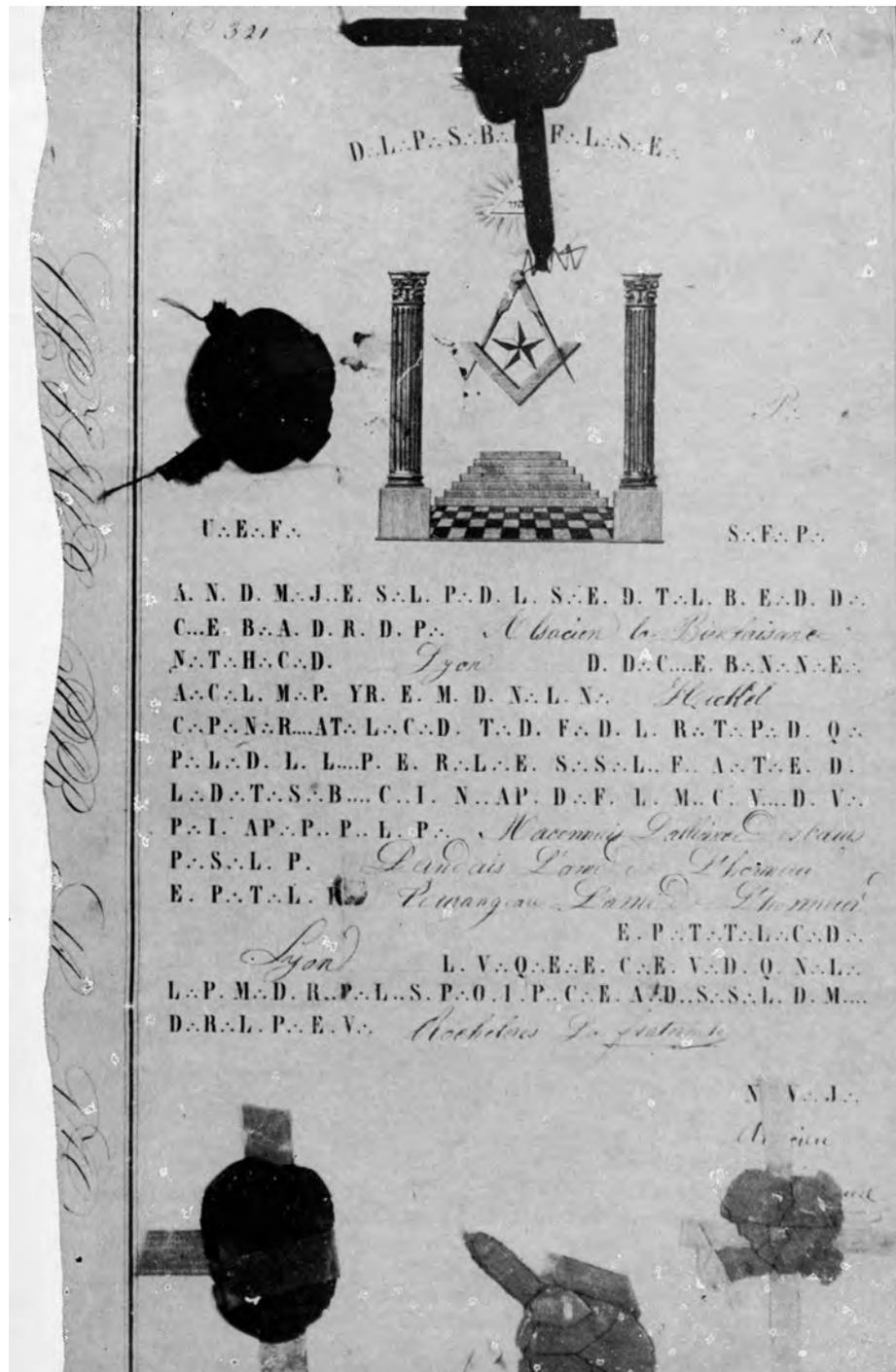
François choisit son nom de compagnon parmi les trois qui lui sont proposés. Il sera *Tourangeau la Rose d'Amour*. C'est un nom qui se donne à l'époque dans plusieurs métiers, même s'il n'est pas très fréquent. Il reçoit aussi son *affaire* qui se présente comme celle du pays *Alsacien la Bienfaisance*, reproduite ci-contre. On note la faveur violette, couleur de Nantes. À propos de couleurs, celles des cordonniers, à l'époque, sont rouge (sang) et bleu (union) comme celles des tanneurs, puisque c'est un tanneur qui a relancé le compagnonnage des cordonniers en 1808. Cette initiation ayant été « illégale » les couleurs sont, au départ, portées sur le côté droit de la poitrine. Elles ne passeront à gauche (sur le cœur) qu'après la reconnaissance des cordonniers par les autres sociétés. Il semble que la tradition ait été d'ajouter des « faveurs » aux couleurs des villes principales. La canne, en 1836, est encore sans pastille gravée et sans cordelière.

Le règlement prévoit que le nouveau compagnon doit quitter la ville de réception dans les trois mois. Il n'est cependant pas appliqué avec rigueur puisque le pays Pinet ne quitte Nantes qu'à la fin de l'année 1836. Il voyage probablement à pied, quelquefois sur une charrette de passage. Il n'a sans doute pas les moyens de prendre une diligence. Pour un compagnon appartenant à une société non reconnue, les routes sont parfois dangereuses. Les bagarres avec les autres compagnons ne sont pas rares et parfois violentes. François n'en fera jamais état. Il repasse par Bourbon-Vendée (La Roche-sur-Yon), fait un bref séjour à Angoulême (ville principale, couleur bleue) avant d'arriver à Bordeaux, autre



Compagnon cordonnier-bottier du Devoir, représenté en 1858 par Agricola Perdiguer sur la planche IV du *Compagnonnage illustré*.

Affaire d'Alsacien la Bienfaisance, compagnon cordonnier-bottier du Devoir, analogue à celle que reçut F. Pinet à l'Assomption 1836 (reproduite par E. Coornaert dans *Les Compagnonnages...*, fig. 16).



ville principale (couleur rose) au début de février 1837. Il va y rester trois ans, jusque début 1840.

Il passe ensuite à Toulouse, qui n'est pas encore ville principale pour les cordonniers, et arrive à Marseille, ville principale, couleur blanche, le 5 avril 1840. Huit mois plus tard, il est élu premier en ville avec 77 voix sur 81. En mars 1841, après de brèves vacances sur la côte, il repart, passe par Lyon et arrive à Paris à la mi-1841. Son tour de France l'a donc vu passer par Nantes (cayenne de Printemps – violet), Angoulême (Union – bleu), Bordeaux (Gaité – rose), Marseille (Pureté – blanc), Lyon (Espérance – vert), Paris (Gloire – rouge). À Paris la cayenne des cordonniers se trouve alors rue de la Chanverrierie, entre la rue des Halles et la rue Saint-Denis.



Lettre de remerciement de Joseph Muinh, *Alsacien la Rose d'Amour*, compagnon cordonnier-bottier du *Devoir* (1839), analogue à celle que F. Pinet dut recevoir vers 1845 (coll. J. Philippon ; document reproduit dans : X. Gille : *François Pinet...*, p. 33).

François est maintenant « compagnon fini » puisqu'il a achevé son Tour de France. Il entre, début 1844, chez Molière, rue du Cloître-Saint-Jean, comme coupeur. En 1845, il passe chez Dreyfus & Cie, rue du Coq-Saint-Jean, près de l'hôtel de Ville. C'est une importante société travaillant dans toute la France et également à l'étranger. Trois mois plus tard, il devient « commis-voyageur ». On peut penser qu'il « remercie » alors la société. Sa lettre de remerciement ressemble sans doute à celle d'*Alsacien la Rose d'Amour* (Lyon 1839). Il n'est plus compagnon actif, mais reste, et restera jusqu'à la fin de ses jours membre de la Société des Anciens. Il est des souscripteurs du *Livre du Compagnonnage* d'Agricol Perdiguier (1839) et de *La Lyre du Devoir* de Jules Lyon (1846).

Le 18 novembre 1850, sur proposition des tondeurs de drap, 9 corps d'états sur 27 reconnaissent les cordonniers – d'où l'ajout de la couleur rose des tondeurs au deux couleurs initiales des cordonniers. D'autres reconnaissances interviennent ultérieurement, notamment celle des tanneurs-corroyeurs en 1865.

Le commis-voyageur

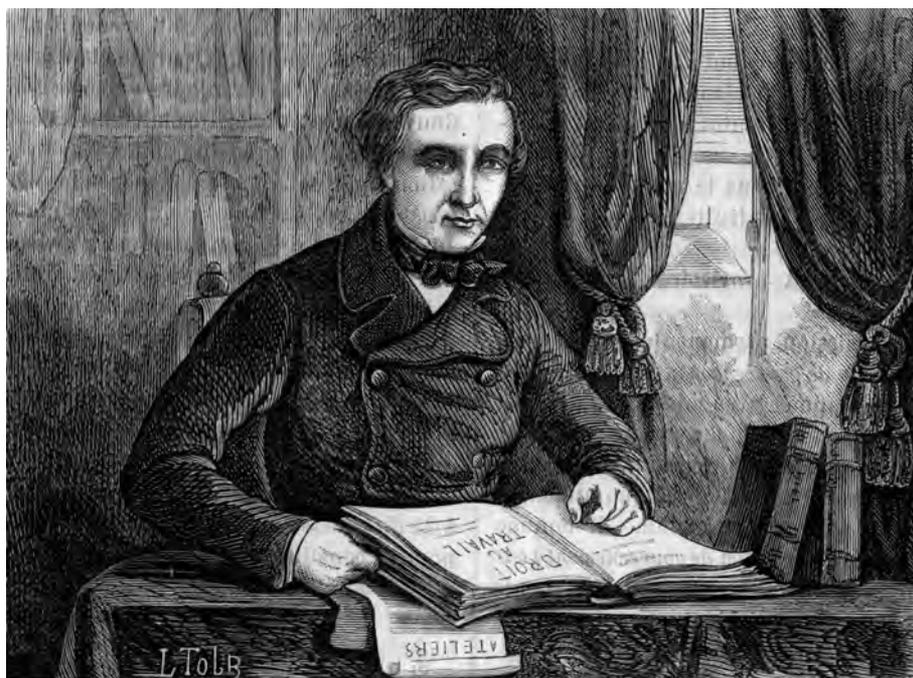
François entame donc une nouvelle carrière, commerciale : il a 28 ans. Pour faire un bon commis-voyageur, il faut une éducation suffisante, de la disponibilité pour voyager, un contact facile, du sérieux et de l'honnêteté. Il est en contact avec les revendeurs, évalue leurs besoins, suit les évolutions de la mode, et négocie les prix. Ceux-ci vont de quelques francs à cinquante francs la paire, soit la moitié de ce que coûte le sur-mesure. On ne sait pas comment il est rémunéré, peut-être avec un fixe et des commissions. La première année, il parcourt 3 600 lieues, soit 15 000 km et va même jusqu'à Alger. Avec ce nouveau métier, il apprend le commerce, les changements de modes, il découvre les progrès technologiques et se frotte à la concurrence.

Le « révolutionnaire »

Il faut ouvrir ici une parenthèse : la révolution de 1848. Depuis 1840 la France est gouvernée par le ministère conservateur de Guizot. On observe un décollage économique, mais la population ouvrière augmente rapidement et les salaires baissent. Aucune loi sociale ne passe. En 1845-46 de mauvaises récoltes entraînent une augmentation du prix des denrées de base et une crise industrielle avec faillites et chômage. En 1847, la récolte est bonne, les prix des denrées agricoles baissent, augmentant de ce fait l'exode rural, ce qui contribue à l'aggravation du chômage. C'est une spirale infernale. Les manifestations sont interdites, mais la loi est contournée et des rassemblements ont lieu à l'occasion de fêtes de famille et de banquets.

Le 22 janvier 1848, le gouvernement interdit les banquets, déclenchant une manifestation. La troupe tire. Paris se couvre de barricades. Adolphe Thiers, rappelé, propose la répression mais la troupe refuse et le roi abdique. Un gouvernement provisoire de républicains modérés, élargi sous la pression populaire aux socialistes, est formé.

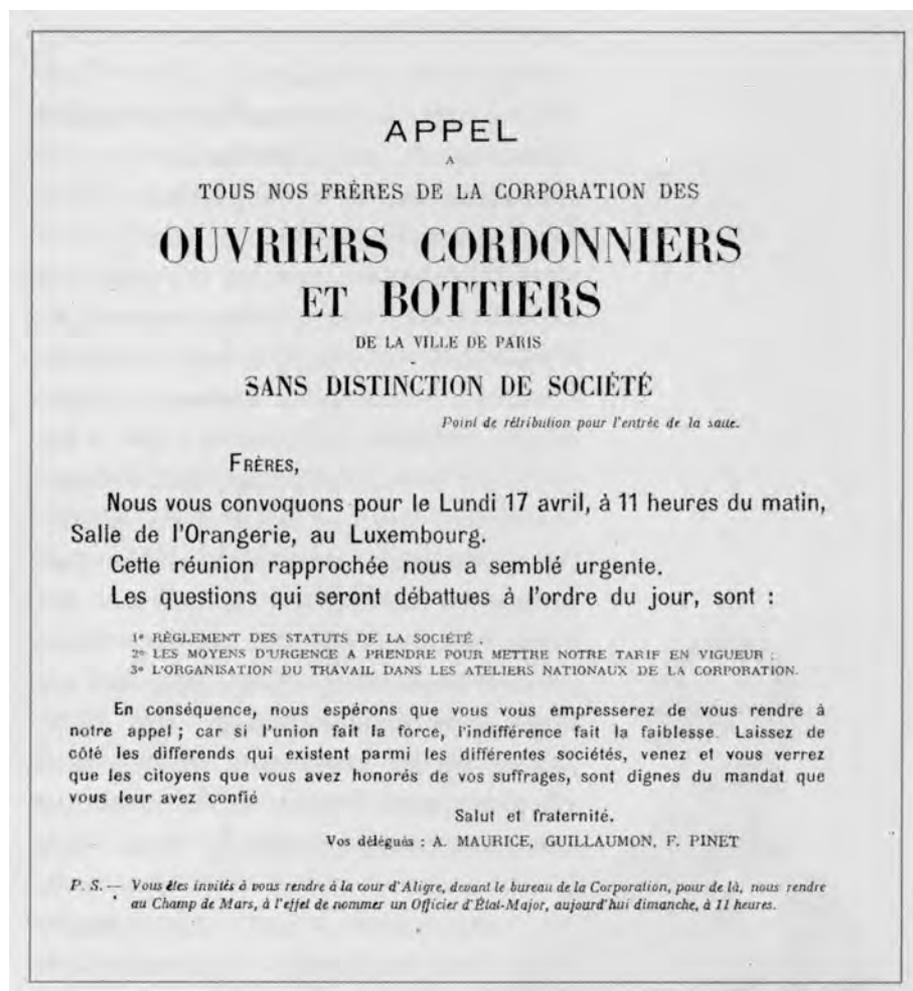
« Louis Blanc, président de la Commission du Gouvernement pour les travailleurs » ; gravure de l' *Histoire de la Révolution de 1848* de Garnier-Pagès (1860).



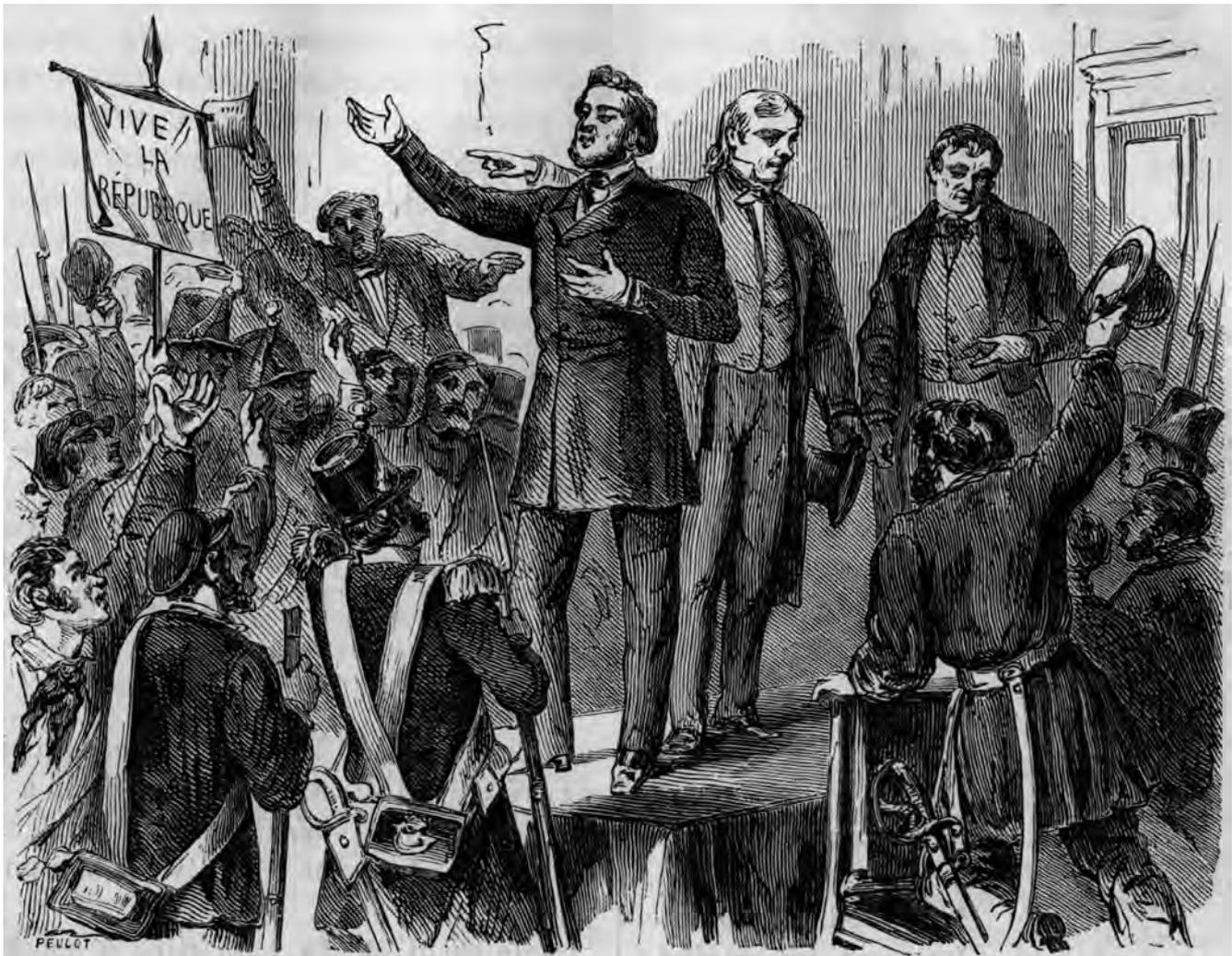
Louis Blanc demande la création d'un Ministère du Travail avec des moyens budgétaires. Il n'obtient qu'une Commission dite du Luxembourg. Pour former cette commission, des élections parmi les employeurs et les employés (77 corps de métier x 3 = 231 représentants des employeurs + 250 représentants des employés). Pour la cordonnerie les trois représentants sont : A. Maurice, Toussaint Guillaumou et François Pinet. Ce dernier était, entre temps, devenu membre de la garde nationale, levée à la hâte pour assurer l'ordre et prévenir les menées contre-révolutionnaires. La commission du Luxembourg propose les mesures suivantes :

- 1) réduction de la durée du travail (10 heures à Paris, 11 heures en province) qui sera mal appliquée.
- 2) l'abolition du marchandage (intermédiaires entre ouvriers et patrons) qui sera effective.
- 3) des mesures de logement social qui resteront à l'état de projets.
- 4) des mesures pour réduire le chômage : suspension du travail des prisonniers, mise en place de bureaux de placement dans les mairies.
- 5) des augmentations de salaire.

Parallèlement les trois délégués de la cordonnerie cherchent à former un syndicat parisien uni (Association Générale) pour fixer des tarifs de façonnage pour chaque type de chaussures.



Appel d'avril 1848 aux ouvriers de la cordonnerie de Paris par les trois délégués à la Commission du Luxembourg. Document reproduit par X. Gille dans *François Pinet...*, p. 49.



« Ledru-Rollin annonce au peuple que le gouvernement provisoire va proclamer la République » ; gravure de l'*Histoire de la révolution de 1848*, de Garnier-Pagès (1860).

Arrivent les élections au suffrage universel masculin. Sont élus 500 républicains conservateurs, 200 monarchistes et environ 100 républicains radicaux. Toussaint Guillaumou obtient 53 000 voix mais n'est pas élu, contrairement à Agricol Perdiguier. Le 15 mai, les radicaux manifestent et entrent en force dans l'Assemblée. La réplique est immédiate. Le lendemain la Commission du Luxembourg est dissoute et les ouvriers de 18 à 25 ans sont mobilisés dans l'armée. L'insurrection se déclenche. Elle dure six jours. La répression est menée par le général Cavaignac, pourtant républicain convaincu. Il y a 1 500 fusillés, 11 000 arrestations (dont celle de François Pinet, relâché trois jours après) et 4 000 déportations vers l'Algérie. Louis Blanc et d'autres s'exilent. L'état de siège est décrété, la durée du travail augmentée d'une heure. C'est la fin des espoirs d'union et de progrès social. L'élection présidentielle voit la victoire de Louis Napoléon avec 75% des voix. Vient ensuite le coup d'état du 2 décembre 1851 et le plébiscite en faveur de l'Empire qui recueille 92% des voix.

François Pinet galère. Passant sans doute pour un agitateur socialiste, ce qu'il n'est pas, il peine à retrouver du travail. Il est fabricant de fers à déformer, représentant en brides à sabots, etc. En 1854, à l'occasion d'un voyage à Lyon, il découvre une nouvelle matière : la *gutta percha* (mots malais anglicisés), utilisée dans la fabrication des chaussures. Il dépose un premier brevet n° 19124, le 22 mars 1854, intitulé *Système de*



talon à enveloppe de cuir. L'idée est de fabriquer un talon d'une pièce de cuir emboutie remplie de gutta. Jusque-là les talons étaient en bois ou en rondelles de cuir empilées. Les avantages du talon Pinet sont : 1 – la facilité et la rapidité de fabrication ; 2 – l'abaissement du coût de fabrication ; 3 – la solidité ; 4 – un meilleur aspect et la légèreté.

L'industriel innovateur

À ce stade nous devons abandonner la chronologie pour présenter les différentes facettes de François Pinet, à commencer par celle d'industriel innovateur. En 1854, Il habite rue du Marché St-Jean dans le Marais. Pour s'agrandir, il déménage au n° 23, rue du Petit-Lion (devenue rue Tiquetonne). Il loue une pièce sans feu, une cuisine, une pièce à feu et une pièce à alcôve. Le 4 janvier 1855, il crée la Société des Chaussures F. Pinet avec un capital initial de 1000 francs. Dès la première année, son chiffre d'affaires atteint 39 000 francs, soit 2 à 3 000 paires de chaussures. Il fait donc appel, dès le début, à des sous-traitants.

Il améliore son brevet par un certificat d'addition du 12 mai 1855. Deux cas : 1 – talon fermé a posteriori par un bon bout ; 2 – talon d'une seule pièce sans bon bout. Ce talon va faire son succès, malgré les contre-facteurs, notamment la maison Malois, qu'on voit dans des réclames de 1862-63, mais qui disparaît après. Le brevet tombe dans le domaine public à partir de 1870, mais la maison Pinet est alors bien lancée.

Elle connaît, en effet un développement rapide. De 39 000 francs la première année, le chiffre d'affaires passe à 77 000 la seconde, puis 125 000 la troisième. Il atteint le million la huitième année (soit environ 50 000 paires de chaussures). Il commence à vendre en province et obtient une première médaille d'argent à Nantes, en 1861. F. Pinet a déménagé au 40 de la rue du Petit-Lion en 1856.

À cette époque, l'industrie française de la chaussure compte parmi les premières au monde, surtout pour les chaussures de femmes, spécialité de la maison Pinet. Elle exporte beaucoup. La concurrence est forte. Il y a de grosses sociétés, employant de centaines d'ouvriers, bien implantées commercialement. La réussite de F. Pinet n'est donc pas due à l'absence de concurrence.

Il sous-traite beaucoup mais, pour se développer, il lui faut une nouvelle installation. En 1863, il achète une maison au 44, rue du Paradis-Poissonnière, avec un terrain qui s'étend jusqu'à la rue des Messageries. François Pinet conçoit lui-même les plans de ses ateliers. Il s'installe sur place, avec sa famille, en mars 1864 puis transfère le siège social de la société en avril. Il y restera jusqu'à la fin de sa vie

Les travaux sont terminés au début 1865. Une grande construction en métal et verre selon le modèle des pavillons Baltard des Halles abrite les ateliers. Un article du *Monde Illustré* du 6 juillet 1865, avec de

Publicité pour les chaussures F. Pinet « pour dames, fillettes et enfants » (1884) ; gravure du *Moniteur de la cordonnerie*, repr. in : X. Gille : *François Pinet...*, p. 88.



belles gravures, montre l'ensemble qui est éclairé au gaz et chauffé par des poêles. F. Pinet emploie 300 personnes dont 50 dans ses ateliers et 250 au dehors, payées à la façon, des ouvrières pour les tiges et des ouvriers pour le semelage.

Il dépose un nouveau brevet le 31 juillet 1867. Il s'agit d'une amélioration de la fabrication des talons emboutis afin de pouvoir fabriquer un talon convexe, dit Louis XV, qu'il remet à la mode. La machine conçue par François est mise au point par l'ingénieur Le Blanc. À la fin du Second Empire, le climat économique se dégrade, puis tout s'arrête à cause de la guerre contre la Prusse puis de la Commune. La reprise se fait progressivement après 1871.

En 1874, F. Pinet emploie plus de 100 personnes dans l'atelier et plus de 700 au dehors. Son chiffre d'affaires atteint deux millions et demi de francs (environ huit millions d'euros). En 1889, il emploiera 1 200 personnes.

En 1876, il achète le 42, rue de Paradis et se trouve propriétaire d'un rectangle de 1900 m² (25 m x 75 m). Turgan dans *Les Grandes Usines* (1881) fait une description détaillée de la fabrication. Les peaux brutes sont préparées dans la société. Une machine à vapeur est installée, en 1885, avec un générateur d'électricité. Seules les chaussures haut-de-gamme sont fabriquées en interne, les autres sont sous-traitées aux ouvriers « du dehors ». Attendant aux ateliers, se trouvent des comptoirs de distribution à ces ouvriers. Les formes en bois de hêtre sont également fabriquées sur place. F. Pinet a mis défini un système de tailles centimétriques pour remplacer les pointures : le 25 ½ correspond au 38. Curieusement cette tentative d'introduire le système métrique dans la chaussure pour remplacer les « points », mesure de l'ancien régime, ne s'imposera pas et on reviendra aux pointures.

Les ouvriers utilisent un système de gabarits en carton ou en zinc pour la coupe des peaux qui reste manuelle. Des découpoirs et machines diverses sont conçues par F. Pinet. Des machines à coudre sont utilisées pour faire les piqûres des empeignes et coudre les bordures galonnées

Les ateliers de François Pinet, 44, rue de Paradis ; gravure in : Turgan : *Les grandes usines* (1881). Repr. in : X. Gille : *François Pinet...*, p. 69.





etc. Les tiges sont fabriquées par les ouvrières du dehors. La finition manuelle est faite par les ouvriers du dehors : semelage, pose de talons, etc.

F. Pinet dépose de nouveaux brevets : pour des semelles imperméables (1879), un système de forme en métal pour la fabrication (1884), des semelles de liège (1885), un système de forme à chaussures (1890). Au total il aura déposé 11 brevets. À la fabrication de chaussures pour femmes il ajoute, en 1860, les chaussures pour enfants puis, en 1880, les chaussures pour hommes.

En 1885, les deux immeubles sur la rue de Paradis sont démolis et de nouveaux immeubles construits par l'architecte Léon Sallaron ainsi qu'un immeuble de rapport sur la rue des Messageries. Ils existent toujours mais ont été rehaussés, notamment le 44. C'est là qu'on peut toujours voir « Chaussures F. Pinet » au-dessus de l'entrée et « Travail – Commerce » sous les cariatides. La grande verrière qui se trouvait en arrière a disparu, remplacée par des immeubles. Dans la cour du 42, on voit toujours une horloge avec « F. Pinet » en dessous.

Le commerçant exportateur

La maison Pinet ne dispose, jusqu'à la mort de son fondateur, que d'un seul magasin, rue de Paradis, et d'un autre à Londres. Pour commercialiser ses chaussures, elle s'appuie sur un réseau de commis-voyageurs, de revendeurs, d'importateurs. Pour se faire connaître, elle dispose en outre de deux canaux : 1 – les expositions nationales, qui durent quelques semaines, et internationales, qui durent plusieurs mois ; 2 – la presse : articles et réclames.

En 1861, six ans après sa création la maison Pinet reçoit sa première médaille d'argent à l'exposition de Nantes. En 1862, elle participe à sa première exposition universelle à Londres. Elle fait déjà 20% de son chiffre à l'exportation. En 1867, c'est l'exposition internationale de Paris, au Champ de Mars. On compte 50 000 exposants et 10 millions de visiteurs. F. Pinet reçoit une médaille de bronze. Elle sera utilisée dans toutes les réclames ultérieures. Un timbre rappelant cette médaille est dorénavant gravé aux semelles des chaussures.

En 1868, au Havre, François Pinet est président du Jury et donc hors concours. En 1869, à Altona/Hambourg, et en 1873, à Vienne, il est encore dans le jury et hors concours. À Vienne il est aussi rapporteur. En 1875, à Santiago du Chili, la maison Pinet reçoit une première médaille. En 1876, c'est l'exposition universelle de Philadelphie, la première aux Etats-Unis. On compte 10 millions de visiteurs. Les français se retirent du concours, mais François Pinet reçoit la légion d'honneur de ministre du Commerce. En 1878, c'est la 3^e exposition universelle de Paris. François Pinet est dans le jury. En 1880, il reçoit une première médaille à Melbourne, en 1883, à Amsterdam, un diplôme d'honneur. Un autre à Nice, l'année suivante et encore un autre, à Hanoï, en 1884. En 1889, à la 4^e exposition universelle de Paris (centenaire de la Révolution, construction de la Tour Eiffel), on compte 60 000 exposants et plus de 32 millions de visiteurs dont 45% d'étrangers. François Pinet reçoit enfin une médaille d'or. La maison participe encore à l'exposition de Moscou en 1891 et à celle de Chicago, en 1893.

L'exposition universelle de 1878 à Paris : « Le Trocadéro, vu du pont de l'Alma » ; gravure du *Magasin pittoresque* de décembre 1878, p. 385.



Les premières réclames de la maison Pinet paraissent dans le *Moniteur de la cordonnerie*, dès la création de la société, en 1855 et 1856. Elles se poursuivent après l'installation rue de Paradis. Elles deviennent progressivement plus élaborées. Elles avertissent la clientèle de faire attention aux contrefaçons. En 1888, apparaît la marque TENIP (Pinet inversé) pour des chaussures faites entièrement à la machine, la marque Pinet étant réservée à celles qui sont faites selon la méthode traditionnelle. Le système de taille reste centimétrique.

Des catalogues sont aussi publiés. Ce sont des fascicules de plusieurs pages détaillant les productions et offrant également des accessoires. On voit apparaître les chaussures pour hommes et toujours les deux marques, Pinet et Tenip.

On peut extrapoler que le chiffre d'affaires de la société, de 3 millions de francs en 1876, dépasse les 5 millions dans les années 1890. La part de l'exportation, de 20% dès 1864, est certainement montée à 30-40%

Publicité parue dans le *Moniteur de la cordonnerie*, où figurent la marque PINET pour les « chaussures cousues » et la marque TENIP pour les « chaussures cousues à la mécanique ». Extrait de : X. Gille : *François Pinet...*, p. 89.



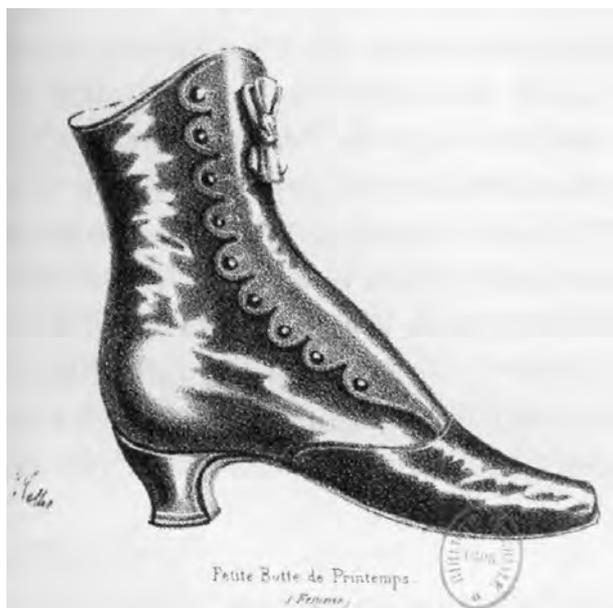


Lithographie de 1884 montrant les médailles et distinctions reçues par la maison F. Pinet aux Expositions universelles ; extrait de : X. Gille : *François Pinet...*, p. 85.

par la suite. Par comparaison, le taux d'exportation pour l'ensemble de l'industrie française de la chaussure oscille à l'époque entre 15 et 20%. Le prix de gros des chaussures courantes est de 12 à 20 francs, auxquels il faut ajouter une marge de 30 à 50% pour les revendeurs. Les chaussures dans les maisons de détail traditionnelles sont au moins 60% plus chères.

L'artiste de l'élégance et du confort

Le succès de F. Pinet est basé sur l'élégance associée au confort et au côté pratique. Ainsi dans son brevet sur la bottine parisienne du 5 décembre 1863, on note la présence de goussets élastiques sur l'extérieur de la cheville pour améliorer le confort.



« Petite botte de Printemps », gravure du *Moniteur de la cordonnerie* du 25 mars 1870 ; repr. in : X. Gille : *François Pinet...*, p. 95.

Les premiers dessins des créations F. Pinet sont datés de 1860. Il s'agit de bottines basses. La première dite « cracovienne » est en tissu doublé de flanelle et décorée d'une boucle et d'une rosette. La seconde dite « polonaise » est en cuir doublé de tissu, à boutons, et décorée d'un nœud.

La bottine parisienne type de F. Pinet (modèle 1864), conforme à son brevet, est en cuir, avec un talon Louis XV. Elle est décrite comme permettant un chaussage rapide et tenant bien le pied sans comprimer la jambe. Le modèle de 1870, en chevreau ou en velours, présente un boutonnage symétrique sur les deux côtés et des boutons en acier guilloché doré pour l'esthétique. Pour le doublage en soie, trois couleurs sont proposées. Le prix se situe entre 30 et 40 francs, selon qu'elle est en velours ou en chevreau.

Deux modèles de chaussures de la fin des années 1860, dont un du musée de Romans, montrent de gros nœuds décoratifs sur le dessus.

Dans les années 1870, on trouve des bottines classiques pour la ville, en satin ou en cuir, à boutons ou lacets, sobres et chics, avec toujours le talon Louis XV. On trouve également des bottines de salon haut de gamme, en satin brodé à la main de motifs fleuris. Le musée de Romans-sur-Isère en possède quelques très beaux exemplaires. Il a aussi un modèle somptueux, en soie peinte à la main par une artiste spécialisée. Le musée du Compagnonnage de Tours présente un modèle unique en

Bottine en cuir brodé d'une guirlande de chardons. Dépôt de l'Union Compagnonnique au musée du Compagnonnage de Tours.



cuir brodé d'une guirlande de chardons dorés. C'est la décennie des plus beaux modèles ! Dans la collection Galliera, on peut voir une mule de la même époque.

Dans les années 1880, les motifs de broderie sont plus chargés, moins fins. On peut en voir différents exemples au Bata Museum de Toronto. À Romans se trouve un modèle à lacets, en cuir, avec un nœud décoratif, sur lequel la partie élastique sur le côté est bien visible. Les clientes les plus fortunées peuvent demander une couleur spécifique assortie à une robe. Dans la collection de Toronto se trouve aussi une magnifique paire de chaussures de bal en soie. Vers la fin des années 1880 apparaissent des motifs décoratifs faits de fines perles.

En dehors de leur élégance, les chaussures Pinet sont confortables grâce au système élaboré de pointures centimétriques et au soin apporté aux proportions générales pour chaque pointure. « On entend dire partout : Il n'y a que le Pinet qui me chausse bien, et c'est la seule chaussure avec laquelle je puisse marcher librement. ... parce que la maison Pinet possède une forme parfaite au point de vue du chaussant. » (courrier d'un ancien cordonnier au *Moniteur de la cordonnerie*)

Bannière de la loge *Bonaparte*, fondée en 1852. Phot. in : « Musée de la Franc-Maçonnerie ; collections du Grand Orient de France » ; magazine *Beaux Arts*, hors série, août 2001, p. 48.

Le franc-maçon

On sait que de nombreux compagnons sont devenus maçons, à commencer par Agricol Perdiguier. Il existe de nombreux points communs entre maçonnerie et compagnonnage, mais aussi une différence majeure : le compagnonnage est une activité manuelle alors que la maçonnerie est une démarche purement intellectuelle.

La Grande Loge de France a été créée en 1728. Le Grand Orient en est issu en 1773 et reste la seule obédience jusqu'en 1877. Il est noyauté par la famille Bonaparte sous le Premier Empire et à nouveau sous le Second avec les Bonaparte-Murat. En 1852 c'est Louis Murat qui est grand maître. La loge *Bonaparte* est fondée en 1852. Après quelques péripéties, la loge est finalement constituée au début de l'année 1854 et installée le 1^{er} mars.

François Pinet est présenté le 27 mai 1857. Initié par la loge de la *Sincère Amitié*, il devient membre de la loge *Bonaparte* le 11 août. Nous ne savons pas s'il était bonapartiste. En tout cas, il n'était pas hostile au régime.

Il obtient son diplôme de maître (bleu) le 10 novembre 1857. En 1858, la loge *Bonaparte* compte 257 membres, dont onze grands dignitaires. Parmi les membres, on



En 1867, année du retrait de F. Pinet, la direction des loges et conseils auxquels il appartient était la suivante : le vénérable de la *Sincère Amitié* était un nommé Decullant, gérant de propriétés ; la présidence de la loge *Bonaparte*, (re)fondée en 1863, était assurée par l'avocat Lézeret de Lamaurinie ; la loge *Clémente Amitié* était dirigée par le comptable Béringer ; le chapitre des chevaliers Rose-Croix des *Amis de la Patrie* était dirigé par Morin, professeur de mathématiques, et Wilmotte, qui exerçait l'office de premier grand surveillant ; le conseil des chevaliers Kadosch de la *Clémente Amitié* était composé d'Alfred Blanche, secrétaire général de la préfecture de la Seine et de Lézeret de Lamaurinie, avocat.

Extrait de : Pierre Zaccone : *Histoire illustrée des Francs-Maçons* (1867), p. 124 et 126.

L. Sincère Amitié. — Fondée en 5834.
Le F. Decullant, 18^e, vén., gérant de propriétés, rue des Dames, 46, à Batignolles-Paris.

L. Bonaparte. — Fondée en 5863.
Le F. Lézeret de Lamaurinie, 33^e, Vén., membre du Conseil de l'Ordre, avocat, rue Monsieur-le-Prince, 60.

L. Ch. et Aréop. Clémente Amitié. — Fondée en 5805.

Le F. Béringer, 3^e, Vén., membre du Conseil de l'Ordre, comptable, rue Fondary, 29.

CHAP. DES CH. R. CROIX
Chap. Amis Bienfaisants et Imitateurs d'Osiris Réunis.
OFFICIERS TITULAIRES.
Le F. Maugin, 18^e, T. S., commissionnaire en marchandises, rue Papillon, 4.
Blanchon, premier grand Surv.
Chap. Amis de la Patrie.
OFFICIERS TITULAIRES.
Le F. Morin, 30^e, T. S., professeur de mathématiques, rue Linnée, 14.
Wilmotte, premier grand Surv.

GONSEILS DES CHEV. K. S. 30^e
VALLÉE DE PARIS
CONS. CLÉMENTE AMITIÉ.
OFFICIERS TITULAIRES.
Le F. Alfred Blanche, O. 33^e degré, Prés., grand Maître adjoint de l'Ordre, membre du Conseil de l'Ordre, 1^{er} Lieutenant, Commandeur des Rites, Conseiller d'État, Secrétaire général de la Préfecture de la Seine.
Lézeret de Lamaurinie, premier Grand Surv.

trouve cinq cousins de l'Empereur, le roi Frédéric VII du Danemark, le roi Oscar I^{er} de Suède et Norvège et ses deux fils (membres honoraires), un prince perse, un général ancien président de l'actuelle Colombie, des diplomates, etc., mais surtout des négociants, des militaires et des industriels et un bon contingent d'étrangers. François Pinet côtoie du beau monde. Il est déjà officier, garde des sceaux et timbres en 1859, puis premier secrétaire. La loge entre en crise fin 1859 : le clan Bonaparte veut exclure les pro-italiens, les anti-religieux et les « sociaux ». La loge est mise en sommeil ce qui oblige les membres à demander leur réintégration. Celle-ci n'est pas accordée aux « mauvais éléments ». François Pinet est réintégré. La même chose se reproduit au début de 1862.

François Pinet reçoit un bref de Rose-Croix (18^e degré sur 33 dans le rite écossais traditionnel) de la loge rouge (atelier de perfection) du chapitre des *Amis de la Patrie*, le 5 avril 1862. Il reste cependant toujours membre de la loge *Bonaparte*, passée de 160 membres en 1859 à 85 en 1863 suite aux 2 mises en sommeil. Dès le 29 juillet suivant il reçoit de l'aréopage de la *Clémente Amitié* (loge noire, ou atelier philosophique) une patente de Chevalier Kadoch (30^e degré sur 33). Ces titres ne donnent pas de privilège particulier, mais traduisent un niveau d'initiation ou de perfectionnement.

En 1862-1865, il est architecte contrôleur de la loge *Bonaparte*, en 1865-1866, garde des sceaux et timbres, en 1866-68, second surveillant (3^e officier après le vénérable et le 1^{er} surveillant). Fin 1867, il écrit qu'il renonce à ses fonctions d'officier car trop pris par son travail. Après la guerre de 1870 et la Commune, la loge (devenue *Modération*) l'élit vénérable *in absentia*. Il écrit qu'il ne peut pas assumer cette tâche. Le nombre de membre est en forte baisse, les finances sont au plus bas et la loge cesse toute activité. Cependant François Pinet continue à signer avec les 3 points jusqu'à la fin de sa vie.



Le patron philanthrope

François Pinet a été à l'avant-garde dans le domaine industriel par ses innovations, dans le domaine commercial par son entregent, notamment à l'exportation, dans le domaine artistique, par son sens de la mode mais aussi dans le domaine social.

Ses ouvriers sont parmi les mieux payés du marché. En 1848, un ouvrier gagnait à peine 1 franc par jour. À la fin des années 1880 le salaire moyen dans la maison Pinet est de 5 francs par jour, alors que l'inflation sur la période a été limitée. Les ouvrières « du dehors », gagnent 4 francs par jour.

Nous avons vu que la loi de 1848 réduisant la durée du travail à 10 heures à Paris et 11 heures en province avait été rapidement annulée. En plus, on travaille 300 jours par an. Dans les années 1880, les 10 heures restent une des principales revendications ouvrières. François Pinet, qui avait milité pour cette mesure en 1848, l'applique dans sa société dès les débuts. Il institue un système d'amende pour les retards. Les fonds ainsi récoltés sont intégralement redistribués aux employés.

Dans le domaine des conditions de travail, il s'est assuré que ses locaux soient bien chauffés, éclairés et ventilés. Il y a l'eau courante partout.

En l'absence de sécurité sociale, il n'existe que des mutuelles privées et facultatives. François Pinet incite ses ouvriers à cotiser à la Société de secours mutuel de la Cordonnerie de Paris, dont il est président de 1873 à 1893. Il abonde leurs cotisations. La société verse une allocation maladie, un secours aux veuves et une petite retraite. Cette retraite étant insuffisante, il crée dans son entreprise une caisse complémentaire, financée entièrement par lui au taux de 5% du salaire versé. Pour cela il reçoit une médaille d'argent du Jury d'Economie Sociale à l'exposition universelle de 1889.

Pour ses ouvrières à domicile, il fixe un niveau de production assez bas pour qu'elles puissent s'occuper de leurs enfants et de leur ménage. Dans ses ateliers il veille à ce que les femmes soient respectées. En 1863, il fait ajouter une prime pour couches aux prestations de la Société de



Réclame parue dans le *Moniteur de la cordonnerie* de 1891. F. Pinet fabriquait des chaussures, bottines et bottes pour hommes et femmes. Repr. in : X. Gille : *François Pinet...*, p. 90.

secours. Il fait inviter les épouses aux banquets de la Cordonnerie, jusque-là réservés aux hommes. Il est l'un des fondateurs de l'École professionnelle de jeunes filles du X^e arrondissement, qui compte 120 élèves en 1874.

Évidemment, tout cela entraîne la fidélisation de son personnel et explique qu'il n'est jamais touché par les grèves, pourtant fréquentes à l'époque. Dans le même ordre d'idée, pendant le siège de Paris, en 1870, il organise et finance dans ses locaux une « ambulance » de vingt lits pour les blessés convalescents. Ses employées et son épouse y servent d'infirmières. Au total ce sont 70 blessés qui y seront soignés.

Le syndicaliste patronal

La chambre syndicale de la chaussure parisienne a été formée en 1864. Son premier président a été François Pinet. Il a cédé cette présidence l'année suivante pour la vice-présidence de 1865 à 1876. Il a été à nouveau président de 1877 à 1883. Cette seconde présidence a vu la scission entre les fabricants de gros et les artisans du sur-mesure dont les intérêts étaient trop divergents. De 1883 à 1897, il est président d'honneur.

Les travaux de la chambre sont classiques pour ce genre d'organisation : réglementation du travail, contrats d'apprentissage, accidents du travail, sociétés de secours mutuel, tarification douanière, statistiques de production, ventes, importations et exportations, organisation des expositions, résolution des litiges entre membres.

On le sent moins à l'aise dans ce domaine. Il est régulièrement en désaccord avec ses collègues, sur le chapitre des grèves notamment. Il considère qu'ils n'ont qu'à faire comme lui pour éviter les problèmes : faire des produits de qualité, bien rémunérer et traiter leurs employés et ils n'auront plus de problème.

Famille

François Pinet s'est marié, à 41 ans, le 19 mai 1858 avec Euphrasie Rouget, âgée de 28 ans, fille de César, apprêteur de chapeaux de paille, originaire de Castelnaudary et Antoinette Lachaud, orpheline parisienne. Ils ont eu trois enfants : Maurice, né le 9 décembre 1860, 40, rue du Petit-Lion-Saint-Sauveur ; Albert, né le 27 octobre 1863 au même endroit ; Berthe, née le 7 juillet 1866, 44, rue de Paradis. Ils reçoivent tous une éducation plus poussée que celle des parents, jusqu'au baccalauréat pour les garçons.

Maurice épouse en 1885 Adrienne Savoy (17 ans), fille d'un avocat et d'une dame d'origine hongroise. Ils auront deux fils. Parmi les amis de François Pinet, il y a Jean Leredu. D'origine normande, il est d'abord tailleur puis négociant en tissus, fournisseur de la maison Pinet. Albert épouse Jeanne Leredu en 1887. Ils ont eu sept enfants. Maurice et Albert viennent aider leur père dès qu'ils sont en âge. Ils font tous deux des séjours en Allemagne et en Angleterre pour apprendre les langues. Berthe épouse Georges Leredu, avocat, qui sera député puis sénateur (1914-1936) et brièvement ministre en 1920. Ils ont eu deux filles.

François et Euphrasie voient naître six de leurs onze petits-enfants. Ils auront 24 arrière-petits-enfants et 74 arrière-arrière-petits-enfants. François achète une maison de campagne à Franconville (Val-



Photographies de François Pinet et de son épouse, Euphrasie Rouget, in : X. Gille : *François Pinet...*, p. 131.

d'Oise) pour y passer les dimanches et les petites vacances. En 1883, il fait aussi construire six villas à Saint-Aubin-sur-Mer, sur la côte du Calvados, dont quatre existent toujours.

Les dernières années

Dans les dernières années de sa vie, après avoir laissé à ses fils la gestion courante de son entreprise, François Pinet se consacre à ce qu'il aime, la création d'outils, de machines et de modèles. Il est une sorte de figure tutélaire de l'industrie, président d'honneur de la Chambre Syndicale, président de la société de secours mutuels jusqu'en mi-1893, membre de nombreuses sociétés de bienfaisance, membre de la société des anciens compagnons du Devoir, dont il ne rate jamais les banquets et où il est toujours à la place d'honneur.

Le 5 octobre 1890 les compagnons cordonniers-bottiers du Devoir rejoignent l'Union Compagnonnique avec leur bannière. Une minorité ne suit pas à Bordeaux et recrée une société du Devoir. En 1892, François Pinet préside le banquet de la Saint-Crépin et déclare son adhésion à l'Union dont il devient président d'honneur. En 1893, il reçoit une écharpe verte brodée d'or. Il est encore aux banquets de 1895 et 1896.

Son épouse Euphrasie meurt le 11 juin 1896, rue de Paradis. François meurt le 8 juin 1897 à Franconville. De nombreuses notices nécrologiques sont publiées. La cérémonie à l'église Saint-Vincent-de Paul, proche de la rue de Paradis, réunit une foule considérable de parents, d'amis, de compagnons, d'employés et de confrères. Un train spécial est mis en place pour amener sa dépouille jusqu'à Franconville où elle est inhumée, aux côtés de son épouse.

Ses biens sont estimés à plus de 4, 2 millions de francs (sans compter Franconville et Saint-Aubin) dont 1,6 millions pour la société. Il faut multiplier par 3,5 pour avoir la correspondance en euros. Rappelons qu'il avait quitté Château-la-Vallière avec moins de 13 francs en poche...

La société François Pinet existe toujours. Elle appartient à un groupe familial français. C'est l'une des plus anciennes, sinon la plus ancienne société de chaussures encore en activité en France. Elle emploie 50 personnes et fait un chiffre d'affaires de 6,5 millions d'euros.



Portrait de François Pinet peu avant sa mort, in : X. Gille : *François Pinet...*, p. 134.